

EN PREMIÈRE LIGNE 77

Les réalités du terrain, nos victoires, nos luttes

Journal de la section CGT Finances publiques 77 _ Numéro 01

Juin 2026

ÉDITO

Défendre nos missions, défendre les agent(e)s

Depuis des années, les agent(e)s de la DGFIP font face à des transformations profondes : restructurations de services, multiplication des outils numériques, évolution des missions et dégradation des conditions de travail.

Dans ce contexte, la CGT Finances publiques 77 poursuit un **objectif clair** : défendre les missions de service public, les droits des agent(e)s et l'avenir de nos services sur le territoire.

Ce premier numéro de « **En Première Ligne 77** » revient sur les actions menées par ta section CGT Finances Publiques 77 durant ce premier semestre 2026. Plus que jamais, l'information et l'action collective sont indispensables pour défendre nos missions et nos conditions de travail.

----- La CGT Finances publiques 77 reste en première ligne -----



VIE DE LA SECTION



LES JOURNÉES D'ÉTUDES DES SYNDIQUÉ(E)S

Suite à la consultation des syndiqué(e)s réalisée à l'été 2025, nous avons mis en place des journées d'études syndicales. Ces rencontres ont plusieurs objectifs :

- permettre des échanges entre syndiqué-es du territoire
- construire les actions et luttes syndicales
- faire remonter les problématiques des services

Afin de faciliter tou(te)s les syndiqué(e)s, les sessions se déroulent à Meaux et à Melun.

Durant ce premier trimestre 2026, les syndiqué(e)s ont pu échanger sur de nombreux sujets, entre autres sur :

- la RGP
- le nouveau référentiel emplois en ETP
- les consignes en cas d'événements graves dans les services
- les problématiques d'accueil dans le SIP de demain
- les situations de burn-out au SDIF de Melun
- la campagne contractuels
- la facturation électronique
- les e-formations imposées aux agents
- la sensibilisation au DUERP
- les remboursements de frais de déplacement
- les saisines de la Direction

Chaque journée se termine par des échanges ouverts sur les difficultés rencontrées dans les services.

Ces journées permettent de renforcer notre section et d'impliquer de plus en plus de syndiqué(e)s dans la vie de la section.



POINTS SUR LES INSTANCES AVEC LA DIRECTION

Formation spécialisée – 12 février 2026 : Présentation du plan de prévention des RPS et actes suicidaires
Notre section syndicale a dénoncé :

- La hausse des suicides et tentatives de suicides à la DGFIP
- L'insuffisance du plan local présenté par la direction
- Les suppressions d'emplois, réorganisations successives et management déshumanisé

Nos revendications pour l'amélioration des conditions de vie au travail des agent(e)s :

- Arrêt des suppressions d'emplois et création de postes
- Revalorisation des salaires et du point d'indice
- Rétablissement de la GIPA et refonte des grilles indiciaires
- Égalité salariale et professionnelle
- Formation et reconnaissance des qualifications
- Abrogation du jour de carence et rémunération à 100 % des arrêts maladies.

Communiqué : « On claque la porte ! » – FS du 12 février 2026

L'intersyndicale CGT FiP 77 et Solidaires 77 a quitté la salle lors de la FS du 12 février 2026 face à un plan de prévention des RPS jugé insuffisant. Points d'alerte :

- Suppressions d'emplois et réorganisations imposées brutalement
- Manque d'effectifs et considération insuffisante des agents
- Gestion RH déconnectée des situations individuelles et collectives

Revendication de la CGT FiP 77 l'administration doit analyser et agir sur les causes réelles des RPS.

..... SUITE INSTANCES DIRECTION

GT Bilan cadres A du 19 mars 2026

Campagne 2025 de recrutement au choix des inspecteurs :

- 228 candidatures traitées ; 11 postes pourvus dans la première vague, 3 dans la deuxième
- Recrutement des A stagiaires encadré avec fiches de poste et priorités légales
- Importance de l'accompagnement pédagogique, gestion équitable et renforcement des divisions professionnelles

la Ddfip 77 a indiqué vouloir renforcer les divisions des professionnels, des particuliers et des collectivités locales/expertise économique. Pour cela, elle aura désormais un outil à sa disposition, qui lui donnera des marges de manœuvres pour redéployer les emplois : les ETP «les équivalents temps plein » ! Selon elle, la prise en charge dans certains domaines lui semble insuffisante et il est nécessaire de renforcer les équipes (secteur de l'activité économique, le recouvrement ou Hélios...).



CSAL 27 mars 2026

Notre section syndicale a boycotté cette instance du CSAL et revendique : l'arrêt des suppressions d'emplois, la réimplantation des moyens humains dans les services.

Cité administrative Melun : LE GRAND CHANTIER !

Projet d'ampleur pour la rénovation de la Cité administrative à Melun porté sous l'autorité du Préfet. Coût : plus de 67 millions d'euros. Un dispositif de relogement inter-administrations de tou(te)s les agent(e)s est envisagé pour une durée estimée à 6 années le temps des travaux de réhabilitation de la Cité. Face aux enjeux majeurs que représente cette opération pour les conditions de travail des personnels, notre section syndicale a fait le choix de s'inscrire dans le suivi de ce projet en qualité d'ambassadrice auprès des agent(e)s de la DDFiP77. Nous veillerons particulièrement au respect des obligations de l'administration en matière de santé et, sécurité au travail, à la conformité des locaux de relogement et ceux rénovés, à la prévention des risques professionnels liés aux phases de transfert.

SAISINES

SDIF Melun – risques psychosociaux

Une situation aggravée et très préoccupante :

- Surcharge de travail, désorganisation, pressions psychologiques, burn-out, management toxique
- Mesure urgente demandée : déclenchement d'une enquête ISST au sein du service

Une enquête FS a été demandée par l'intersyndicale 77 et une première visite dans les services du SDIF Melun avec la Direction a eu lieu le 14 avril 2026. Un rapport est en cours d'établissement. Notre section syndicale reste très engagée auprès des agent(e)s en souffrance sur le territoire.

SIP Lagny sur Marne – risques psychosociaux

Depuis plusieurs mois notre section syndicale alerte la direction sur les conditions de travail dégradées au sein du SIP de Lagny, et plus particulièrement sur les « tensions » entre les agent(e)s et l'encadrement, avec un impact reconnu sur leur santé mentale. Face à la pression de l'intersyndicale 77 sur le sujet, la DDFiP 77 a décidé de faire un recours auprès de la cellule de médiation interne de la DGFIP pour permettre au Sip de Lagny de retrouver un climat de travail apaisé et rétablir la confiance au sein du collectif de travail. Notre section syndicale a pu rencontrer les « médiatrices » le 10 avril dernier. Là encore notre section syndicale reste pleinement engagée auprès des agent(e)s en souffrance.

Marché de restauration REFECTORY – impact environnemental et tarifaire

Concernant le prestataire de la restauration collective sur nos sites 77:

- Utilisation massive de plastiques et contenants à usage unique
- Absence de tri et de réemploi
- Hausse des tarifs (8 à 12,90 €), la plus élevée d'Île-de-France pour les agent(e)s du 77

Notre section syndicale a saisi le Secrétariat général.

Revendications : mesures correctives et suivi des critères environnementaux et sociaux. Proposition de marchés permettant de mettre en valeur la production et les agriculteurs du 77.

Stationnement à Melun

Notre section dénonce le paiement des parkings par les agent(e)s pour venir travailler sur le secteur de Melun. Hausse du prix des abonnements mensuels à 60 € (+100 %), impactant le pouvoir d'achat et les conditions de travail. **Revendication** auprès de la Direction : gratuité du parking pour tous les agent(e)s du département.

Indus ACF : des erreurs qui coûtent CHER !

4 mars 2026 : environ 2000 agent(e)s se sont vu notifier par l'administration un indu de rémunération pouvant aller de quelques euros à plus de 9000€. Cet indu est issu du maintien à tort d'un indemnitaire appelé Garantie de Maintien de Rémunération (GMR) sur les salaires. 25 agent(e)s sont impacté(e)s en Seine-et-Marne dont un agent avec un indu exorbitant de plus de 9400 euros. Notre section syndicale 77 et le bureau national se tiennent au côté des agent(e)s pour faire face à cette situation impactant aussi bien leur santé mentale que leur pouvoir d'achat avec pour objectif une demande d'annulation de ces indus à la DG.

TA SECTION EN MARCHÉ

Gardiens-concierges : notre section syndicale fait barrage au paiement des fluides

La DDFiP 77 a tenté, dans la précipitation, de mettre en œuvre le recouvrement des fluides pour les gardiens-concierges du territoire. Une convention datée de juin 2025, avec effet rétroactif au 1er janvier 2025, leur a été adressée pour imposer le paiement de ces charges.

Les 6 gardiens du département se sont ainsi vu réclamer, par titres exécutoires, des montants particulièrement élevés, calculés sur des bases forfaitaires discutables :

- absence de compteurs individuels, absence de diagnostic énergétique, logements sans rénovation thermique

Les montants exigés allaient de 1 940 € à 2 700 €.

Une mobilisation immédiate de section syndicale

Nous nous sommes immédiatement mobilisé(e)s auprès des agent(e)s concerné(e)s et avons porté plusieurs revendications auprès de la Direction.

Une pression syndicale qui porte ses fruits

Nous avons contesté juridiquement plusieurs aspects de la procédure, notamment l'illégalité de la rétroactivité de la convention. **Sous notre pression syndicale, la Direction a finalement dû suspendre toutes les poursuites contentieuses fin 2025.**

Premières victoires

Notre mobilisation a permis d'obtenir **les premiers remboursements des fluides** indûment perçus par la DDFiP 77 pour la période 2019 – juin 2022, y compris pour des gardiens aujourd'hui retraités.

Nos militant(e)s sur le territoire poursuivent désormais leur action pour :

- le paiement des intérêts moratoires
- le remboursement complet des sommes restantes dues par l'administration du 94



La CGT Finances publiques 77 reste mobilisée aux côtés des gardiens-concierges.

TA SECTION EN MARCHÉ..... Suite

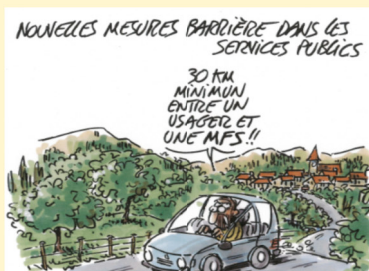
Défendre les implantations des Finances publiques en Seine-et-Marne

Alors que la DDFiP 77 s'apprête à entrer dans la dernière phase du Nouveau Réseau de Proximité (NRP), de fortes inquiétudes existent sur l'avenir des implantations locales dans notre département.

La Seine-et-Marne est le plus vaste département d'Île-de-France, avec une importante population rurale et des territoires parfois éloignés des services publics.

Dans ce contexte, notre section syndicale a décidé d'interpeller les élu(e)s locaux (Maires et parlementaires) afin de les sensibiliser aux conséquences possibles de ces réorganisations. La 1ère action est en cours sur le secteur du Provinois. Un service public de proximité ne peut pas se réduire à une plateforme numérique. Il repose sur l'accueil physique, l'accompagnement humain et l'expertise des agent(e)s.

Nous continuerons d'agir avec les élu(e)s et les agent(e)s pour défendre la présence des services des Finances publiques sur l'ensemble du territoire 77.



Suspension de l'assistance téléphonique dans les SIE – 1ère Victoire

Notre section syndicale se mobilise au côté des agent(e)s des SIE face à l'obligation de participer au débordement téléphonique national facturation électronique (mise en place de permanences téléphoniques imposées par la DG). Les SIE ne seront pas mobilisés en première intention durant le lancement (février-mars 2026). L'objectif est de maintenir la pression pour que les agent(e)s ne participent pas du tout à ce dispositif.

Pétition CGT Finances publiques 77 en cours dans les services : « Facture Électronique, pas de débordement téléphonique » – signatures ouvertes pour protéger les conditions de travail.

Stop à la criminalisation de la parole syndicale !

Nous apportons tout notre soutien à Sophie Binet, Secrétaire générale de la CGT, poursuivie pour des propos tenus dans le cadre de son mandat syndical. Pour notre section syndicale, nommer une réalité n'est pas une insulte. L'expression « Les rats quittent le navire » traduit une réalité sociale face aux comportements de certains ultra-riches dans un contexte d'inégalités croissantes. Notre section



syndicale exige :

- L'arrêt immédiat des poursuites
- Le respect de la liberté d'expression syndicale
- La défense de la parole collective des salarié·es

Une motion de soutien à notre SG a été adressée à la Confédération à Montreuil.

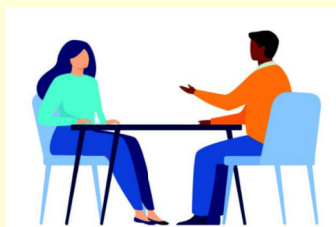
EN BREF

Entretien professionnel – vigilance sur le CREP

Tout au long de la campagne de notation, nos militant(e)s ont rappelé aux agent(e)s que l'entretien professionnel doit refléter leur travail réel !!

Conseils :

- Mettre en avant les suppressions d'emplois, restructurations, fusions de services qui dégradent les conditions de travail et génèrent des surcharges de travail exponentielles
- Souligner les missions accomplies malgré les outils et applications défaillants
- Contacter notre section syndicale pour un recours si le CREP ne reflète pas correctement la valeur professionnelle.



Campagne CGT Finances publiques nationale Contractuel(le)s à la DGFIP : vous avez des droits

Les agent(e)s contractuel(le)s sont aujourd'hui de plus en plus nombreux au sein de la DGFIP.

Contrairement aux fonctionnaires, leur situation repose sur un contrat de travail, ce qui place souvent les agent(e)s dans une position plus fragile face à l'administration.

La CGT Finances publiques lance donc une campagne nationale d'enquête auprès des contractuel(le)s afin de mieux connaître leur situation.

Pourquoi cette enquête ?

L'objectif est double : a) mieux défendre les droits des contractuel(le)s

b) porter des revendications concrètes pour améliorer leur situation

La CGT Finances publiques revendique notamment :

- une égalité de traitement avec les titulaires
- un accès facilité aux concours
- un véritable plan de titularisation

Notre section syndicale est pleinement engagée sur cette campagne auprès de tou(te)s les contractuel(le)s du département.

Les contractuel(le)s sont des agent(e)s des Finances publiques et doivent bénéficier des mêmes garanties et du même respect que les agent(e)s titulaires.

TA SECTION SYNDICALE C'EST AUSSI

- La défense d'une dizaine de dossiers individuels allant de l'agent C à l'agent A, avec 3 dossiers de RPS reconnus, 3 dossiers de Tribunal Administratif contre l'administration.
- 19 visites de sites effectuées par nos militant(e)s sur le territoire.
- des pétitions dans les services :
 - * contre la hausse des tarifs de la restauration collective
 - * contre le débordement téléphonique de la facturation électronique
 - * contre la hausse des carburants
- Une participation active à l'accueil des stagiaires à l'ENFIP de Noisiel : les 18, 19 et 20 mai notre section est allée à la rencontre des stagiaires afin d'échanger avec eux sur leurs affectations, leurs conditions d'entrée dans la Fonction publique ainsi que sur les enjeux professionnels et sociaux auxquels ils seront confrontés dans leurs futurs services.



- La participation aux activités en interpro de l'Union locale de Melun (avec un mandat au sein du collectif de régularisation des travailleur(s) sans papier et un mandat au sein du collectif services publics).

Ce premier numéro de « EN PREMIERE LIGNE 77 » aura permis de revenir sur les principales actions menées par notre section syndicale au cours du premier semestre 2026. Ces initiatives témoignent d'une chose essentielle : la CGT Finances publiques 77 agit chaque jour pour défendre les agent(e)s, leurs conditions de travail et l'avenir de nos missions de services publics

Notre section poursuivra dans les mois à venir son travail d'information, d'alerte et de mobilisations, au plus près des services et des agent(e)s.

Merci à toutes et tous les syndiqué(e)s qui participent à la vie de notre section. C'est grâce à votre engagement que notre collectif continue de se renforcer. Rendez-vous dans notre prochain numéro (DORENAVANT TRIMESTRIEL)

LA CGT FINANCES PUBLIQUES 77 RESTE EN PREMIÈRE LIGNE

